

CE SYSTEME EXPLOITE ET OPPRIME

**LYCEENS ETUDIANTS
JEUNES TRAVAILLEURS**

**ENSEMBLE
CONSTRUISONS
UN NOUVEAU PARTI POUR
RENVERSER LE CAPITALISME**

**A l'appel des JCR, de la LCR, et d'Olivier Besancenot,
vont se tenir des discussions ouvertes à tous.
Venez en discuter !**



Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Un nouveau parti pour une nouvelle génération militante

La LCR et les JCR appellent à la création d'un nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire. Depuis des années, une nouvelle génération militante a vu le jour. Nous avons été des centaines de milliers à nous mobiliser. Pourtant, aucune organisation, aujourd'hui, ne représente totalement l'émergence de cette génération.

Un nouveau parti anticapi-

taliste et révolutionnaire

Après le mouvement de ce début d'année, il faut des perspectives. Le gouvernement ne va pas s'arrêter là, que ce soit sur l'éducation ou sur le code du travail. Il faut rester organisés, localement comme nationalement, pour tirer les bilans et dégager les perspectives de mobilisation.

Une organisation présente dans un maximum d'entreprises, de quartiers, de lycées, de facs, de CFA, serait capable de prendre l'initiative, d'aider au développement des luttes et de leur proposer une orientation. Mais au-delà de la résistance aux attaques de la classe dominante, il faut réfléchir à un projet de société alternatif.

Les luttes de ces dernières années nous ont montré que c'est hors des institutions que les choses se jouent. C'est pourquoi nous appelons à la création d'un parti qui se donne pour tâche la construction d'une autre société, qui se défie des institutions, qui lutte pour que le pouvoir soit dans les mains de ceux qui travaillent et non de ceux qui profitent.

Un processus ouvert

Ce parti ne sera pas une LCR relookée, ni un simple regroupement des organisations déjà existantes. Ce sera le parti des militants du mouvement social qui souhaitent le construire. Les JCR et la LCR ne proposent pas un projet clé en mains, mais un processus de discussions ouvert à tous.

Ces discussions doivent se mener sans tabou : quel programme, quel projet de société, quelle stratégie pour changer le monde, quelle forme d'organisation, quel rapport à l'État... Autant de sujets que nous sommes prêts à discuter, sans tabou ni idée préconçue.

Pour que chacun prenne en charge le processus de constitution, les meilleurs cadres sont des comités se réunissant régulièrement. On y discute non seulement de ce que pourrait être le futur parti, mais aussi de ce que sont les futurs débats à avoir et des échéances à mettre en place, meetings, réunions publiques, tracts, affiches...

Les jeunes et le nouveau parti

La jeunesse, salariée ou scolarisée, a pris une place centrale dans les mouvements de ces dernières années. Elle prendra une place majeure dans un futur parti lié aux luttes.

Le 15 décembre a lieu une première réunion nationale des jeunes impliqués dans ce processus. Cette rencontre est l'occasion de faire un point de bilan sur la mobilisation, de discuter de la stratégie pour changer le monde et de discuter de la construction du nouveau parti, de la place des jeunes dedans et dans le processus de construction.

Partout, c'est le moment de construire des comités jeunes, de les investir, de les faire vivre pleinement.

Le futur parti sera ce que chacun de nous en fera, construisons le tous ensemble !



Abonnez-vous !

Prenez contact !

r Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEU)

r Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (début août 2006 en Italie)

r Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Samedi 15 décembre, en Région Parisienne

Réunion nationale Jeunes sur le Nouveau Parti

13h - 15h30 : Situation sociale, bilan-perspectives du mouvement dans la jeunesse

16h - 18h30 : Les jeunes et le Nouveau Parti

19h - 21h : Comment changer le monde ? (avec Daniel Bensaid)

Pour participer, il suffit de nous contacter au :
06 73 14 83 45 - 01 48 70 42 30
jcr@jcr-red.org



Au lendemain de l'élection de Sarkozy, qui aurait cru que quelques mois plus tard se déclencherait une série de grèves à Air France, chez les fonctionnaires, à EDF-GDF, chez les cheminots, les lycéens, les étudiants...? La combativité de ces dernières années (Mai-juin 2003, mouvement lycéen de 2005, révolte des quartiers populaires, CPE) est toujours présente.

Pour le moment, la grève et les blocages sont suspendus dans la plupart des facs. Nous ne réussirons pas pour l'instant à imposer le retrait de la LRU. Mais nous n'avons perdu qu'une bataille, pas la guerre. L'objectif de Sarkoz est de détruire tous les acquis sociaux conquis depuis la Libération, et de briser les secteurs les plus combattifs : les jeunes, en particulier les étudiants, et les travailleurs du public, en

particulier les cheminots. Il n'a pas réussi à nous assommer. Ce qui est essentiel maintenant, c'est de tirer les bonnes leçons pour gagner la prochaine fois. Et le prochain round pourrait arriver rapidement, car les questions explosives ne manquent pas : retraites, salaires, contrats de travail... sur fond de discriminations et de violences policières pour les jeunes et les secteurs les plus défavorisés du monde du travail.

Nous devons comprendre pourquoi nous n'avons pas gagné. Les difficultés étaient nombreuses : nous n'étions pas soutenus par l'ensemble des syndicats et partis de gauche comme lors du CPE, l'Unef a appelé à cesser le mouvement, la suspension de la grève des cheminots n'a pas facilité les choses, la répression a été féroce... Cependant, nous devons

voir quelles ont été les erreurs, les limites de notre mouvement. Pour faire plier un tel gouvernement, notre seul moyen est un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs. La grève étudiante, l'arrêt des cours n'a en soi aucun poids sur l'économie. Mais un mouvement de jeunes massifs peut ébranler la classe ouvrière, qui elle peut faire trembler le système. Pour entraîner les travailleurs, il est nécessaire d'avoir des forces disponibles pour s'adresser à eux dans les entreprises, dans les structures syndicales. Il est aussi nécessaire d'être visibles et massifs, notamment à travers les manifestations, ce que nous n'avons pas réussi. Pour réussir tout cela, il faut être nombreux ! Les blocages doivent être un outil pour massifier non seulement les AG, mais également la participation à la construction

de la lutte. Nous devons convaincre toujours plus d'étudiants et de lycéens de s'impliquer activement dans la grève. Etre en mouvement, c'est pousser d'autres à agir.

Que faire maintenant ? Nous devons manifester le plus massivement possible Jeudi, journée de grève à la SNCF, et de manifestation appelée par la coordination nationale. Nous devons aussi approfondir les liens avec les autres secteurs mobilisés, notamment les lycéens, les profs et personnels des facs et des lycées, et aussi avec les lycées pro, qui commencent leur mobilisation. Bref, nous devons préparer la suite, et continuer à construire le rapport de force contre ce gouvernement. Ce n'est qu'un début, continuons le combat !



Tous ensemble contre la réforme du Bac Pro !

Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, a annoncé une réforme surprise du baccalauréat professionnel. Il s'agit de la généralisation des diplômes Bac pro préparé en 3 ans, au lieu du cycle BEP/Bac pro habituel préparé en 4 ans. Pourtant, plusieurs lycées notamment en Seine-Saint-Denis (93) ayant expérimenté ce dispositif « Bac pro 3 ans » étaient en train de le fermer. Le « rapport Prat » de l'Inspection générale publiée en 2005 expliquait en effet que : « une grande majorité d'élèves ne peut pas suivre un parcours vers un baccalauréat professionnel en trois ans au terme du collège ». Pour une majorité de lycéens, l'enseignement dispensé pour préparer le BEP s'avérait indispensable pour réussir le Bac pro.

Suppressions de cours, de diplômes, augmentation d'élèves par classes

Dans un secteur industriel par exemple, le passage d'une formation en 4 ans à une formation en 3 ans signifierait la suppression de 612 heures de cours d'enseignement professionnel et 136 heures de Maths-sciences-physiques.

Les élèves devront se débrouiller avec plusieurs centaines d'heures de cours en moins. Et au final, avec un diplôme fortement dévalorisé qui aura apporté beaucoup moins de connaissances à l'élève.

Une circulaire ministérielle dit que les classes devront être « densifiées », alors que les classes sont déjà surchargées.

Cette réforme signifie également que le BEP sera supprimé et n'aura presque plus de valeur. Or, une majorité d'élèves n'arrivent pas à réussir leur Bac pro sans préparer un BEP d'abord ! La suppression du BEP signifie donc pour des centaines de milliers de jeunes la perspective de se retrouver sans aucun diplôme (ni BEP, ni Bac pro) et dans l'obligation d'aller travailler dès la sortie du collège.

Ceci est la conséquence des dizaines de milliers de postes supprimés dans l'Éducation nationale ces dernières années par les différents gouvernements.

La riposte est enclenchée !

Des premières manifestations se sont déroulées un peu partout dans le pays pour exprimer la colère des élèves des lycées professionnels. Les syndicats d'enseignants se préparent à la grève. Cette lutte témoigne d'une prise de conscience politique d'une nouvelle fraction de la jeunesse des milieux populaires, celle qui fournira le gros des troupes des ouvriers de demain.

Espérons que la lutte de ces lycéens rejoindra celle des étudiants et des lycéens de l'enseignement général contre la loi sur « l'autonomie » des facs. Parce que c'est bien tous ensemble que nous pourrons mettre un coup d'arrêt à la casse de l'éducation.

Appel de la coordination de Nice - 8 et 9 décembre 2007

Nous, représentant(e)s de 23 délégations d'universités mobilisées, réuni(e)s en coordination nationale les 8 et 9 décembre 2007, lançons l'appel suivant.

Après plus de 7 semaines de mobilisation, la lutte contre la LRU continue dans les universités et les lycées. Nous sommes toujours des centaines de milliers à refuser la logique de la LRU : étudiant(e)s, chercheur(se)s, enseignant(e)s, personnels IATOSS, BIATOSS, lycéen(ne)s.... Plus de la majorité des universités, et de plus en plus de lycées sont toujours en lutte.

Le gouvernement répond à notre mouvement par deux moyens : des prétendues « avancées », et la répression.

Les annonces du gouvernement ne répondent en rien à nos revendications.

La circulaire devant être rédigée pour rétablir un cadre national pour l'intitulé des diplômes ne permettra pas réellement de corriger la désharmonisation du contenu des diplômes qu'a créé la réforme LMD.

L'augmentation des bourses de 7,2 % (260 euros /an) et l'accès aux bourses pour 100 000 étudiant(e)s ne résolvent en rien le problème de leur précarité : plus de la moitié des 2 millions d'étudiant(e)s seront toujours contraint(e)s de se salarier !

La rédaction d'une circulaire contre la sélection à l'entrée de l'université n'est que de la poudre aux yeux : de nombreuses universités et de nombreuses filières sont déjà sélectives, et ce phénomène est largement encouragé par la loi LRU.

Enfin, l'annonce d'une hausse du budget de l'enseignement supérieur de 5 milliards d'euros a toutes les chances d'être un cadeau empoisonné. D'abord parce qu'il n'y a aucune garantie sur l'attribution de ces crédits : ils seront répartis en priorité

aux « universités d'élite » et formations professionnalisantes, ce qui est un renforcement des inégalités et de la logique de la LRU. Ensuite, parce que l'origine de ces crédits est inacceptable : soit des crédits d'impôts pour les entreprises (c'est-à-dire

selon, sélection à l'entrée de l'université, mécanisme poussant à terme à l'augmentation des frais d'inscription...

Derrière les effets d'annonce du gouvernement se développe une répression sans



une réduction du budget de l'Etat et une forme de financement privé, soit la privatisation de 3 % d'EDF (c'est-à-dire déshabiller un service public pour en habiller un autre...).

Ces annonces ne représentent donc certainement pas des « avancées suffisantes pour arrêter le mouvement », comme le prétendent certains. On peut constater au contraire que notre lutte oblige le gouvernement à faire semblant de répondre à nos préoccupations... de façon superficielle et dérisoire pour l'instant. En amplifiant la lutte, nous pouvons le faire reculer ! Nous nous battons jusqu'à l'obtention de nos revendications, principalement l'abrogation de la LRU, qui demeure malgré tout dans son intégralité : encouragement du financement privé, contrôle des entreprises- « bailleurs de fonds » sur le contenu des diplômes, pouvoirs exorbitants des président(e)s d'universités, précarisation des enseignant(e)s-chercheurs et person-

précédent. Fermetures administratives, interventions de la police, de la BAC, des CRS, des Gardes mobiles, de vigiles, procès contre les lycéen(ne)s et étudiant(e)s mobilisé(e)s se généralisent. L'objectif de leurs opérations toujours plus violentes est d'intimider et de criminaliser tous ceux et celles qui se mobilisent, pour les isoler et briser le mouvement.

Nous exigeons le retrait de toutes les forces de répression qui occupent les universités, ainsi que la démission de tous les présidents d'universités qui y ont fait appel.

Nous entrons dans une nouvelle phase du mouvement : une lutte sur la durée. Le mouvement cherche partout les meilleures formes pour continuer la construction du rapport de force. Notre priorité est de convaincre toujours plus d'étudiant(e)s de se mobiliser et d'être actifs dans le mouvement contre la LRU. Cela passe par

des manifestations et actions massives, pour nous faire entendre et montrer notre force. Cela passe aussi par maintenir des cadres pour les étudiants mobilisés, et des Assemblées Générales nombreuses, seuls organes souverains et représentatifs du mouvement. Nous appelons l'ensemble de la communauté universitaire (étudiants, enseignants-chercheurs, personnels IATOSS...) à mener la lutte à nos côtés.

Nous pensons toujours que le blocage, c'est-à-dire les piquets de grève, est le moyen le plus efficace pour permettre à tous de participer, sans la pression des absences en cours et de la suppression des bourses. Chaque fac doit trouver les modalités de lutte les plus en phase avec la réalité locale. Le mouvement ne s'arrêtera pas.

Nous rappelons que la lutte contre la LRU s'inscrit dans un contexte plus global de casse des services publics et des acquis sociaux. Les résistances se multiplient contre ce projet de régression sociale. Nous manifestons toujours notre soutien à tous les secteurs mobilisés, et appelons donc à poursuivre la convergence des luttes avec : les cheminot(e)s, les salarié(e)s d'EDF et GDF, les enseignant(e)s et lycéen(ne)s des lycées pro, les jeunes en lutte, les salarié(e)s de la grande distribution...

Forts du succès de la dernière journée nationale de mobilisation du jeudi 6 décembre, nous appelons :

- Mardi 11 décembre, à une journée nationale d'action interprofessionnelle, symbolique et groupée
- Jeudi 13 décembre, à une journée nationale de manifestation pour converger avec l'appel à la grève des salarié(e)s de la SNCF
- Samedi 15 décembre, à une journée de manifestation avec actions de débrayages économiques.

La prochaine coordination aura lieu à Toulouse III, le samedi 15 et le dimanche 16 décembre.

Forces et faiblesses du blocage

Dans la mobilisation contre la LRU, la question du blocage des universités s'est rapidement posée aux grévistes comme mode de mobilisation pour permettre au plus grand nombre d'étudiants de se mobiliser.

Pourquoi le blocage ?

Contrairement aux travailleurs, les étudiants n'ont pas réellement le droit de grève. Lorsqu'un étudiant se met en grève, il ne perd pas simplement ses cours, mais il risque aussi de perdre l'intégralité de son semestre voire de son année universitaire, d'autant plus que s'il s'agit d'un étudiant boursier il pourra également être amené à perdre sa bourse, c'est-à-dire son moyen de subsistance. Le blocage est donc avant tout un moyen devant permettre d'entraîner un maximum d'étudiants dans la mobilisation par la suppression d'un certain nombre de contraintes matérielles. Avec le blocage, l'ensemble des étudiants est sur un pied d'égalité pour se mobiliser, participer aux Assemblées Générales sans

risquer d'être défaillant et donc de perdre son année.

A quoi doit servir le blocage ?

Si le blocage n'est qu'un moyen pour les étudiants de massifier la mobilisation, cela implique un travail conscient et important d'information et de conviction de la part des « bloqueurs » à l'égard de l'ensemble des étudiants pour que le blocage ait réellement l'effet escompté. Le blocage n'est pas une fin en soi, il doit donc avant tout servir à permettre de se tourner vers l'extérieur pour convaincre le plus grand nombre de s'impliquer, de prendre part activement et le plus régulièrement possible à la mobilisation. En effet, le caractère victorieux ou non d'une mobilisation étudiante dépend avant tout de son caractère massif et non de l'activisme déterminé de quelques dizaines de grévistes. Car, si l'action consciente de militants actifs est nécessaire pour déclencher une mobilisation, il n'en reste pas moins que l'avenir

d'une mobilisation dépend avant tout de l'action ou de l'inaction du plus grand nombre. Le blocage ne doit donc jamais faire perdre de vue que l'objectif prioritaire dans une mobilisation est de mettre toujours plus de monde en mouvement.

Le blocage dans la mobilisation contre la LRU

Dans le cadre de la mobilisation contre la LRU, le blocage est très rapidement apparu comme un moyen de construire la mobilisation. Cela s'explique d'ailleurs par l'acquisition d'un certain nombre de réflexes issus des précédentes mobilisations dans la jeunesse (mouvement contre la loi Fillon dans les lycées, mouvement contre le CPE). Néanmoins, cette apparition rapide du blocage dans les débats des AG étudiantes et dans la construction de la mobilisation a en partie déplacé l'enjeu de la mobilisation sur la question du blocage rendant plus difficile le travail de conviction sur le fond de la loi et sur la nécessité de s'impliquer et d'être un



maximum nombreux en grève active. Dès lors, les blocages ont eu tendance à être mis en œuvre par un nombre restreint de grévistes alors même qu'il était majoritairement adopté dans des AG très massives. Avec ce nombre restreint de grévistes sur les blocages, les piquets de grève n'ont que très rarement permis de se tourner vers l'extérieur et d'entraîner plus d'étudiants dans la grève.

Pour conclure, on peut dire qu'il y a à un certain nombre d'écueils à éviter à l'avenir. En effet, s'il ne peut jamais y avoir de grève étudiante réellement massive sans blocage, il peut en revanche y avoir des blocages sans grève réellement massive.

La classe ouvrière : la force de la révolution !

Ces dernières années on a beaucoup entendu parler de la disparition de la classe ouvrière. Fermeture de certaines grandes usines (Renault Billancourt en France, les mines en Angleterre...), évolution et réorganisation du travail, accumulation de défaites lors des luttes sociales et politiques de ces dernières années... Tout les facteurs semblent réunis pour affirmer l'extinction du prolétariat ! La réalité est bien différente.

Non, la classe ouvrière n'a pas disparu !

Si l'on prend les statistiques de 2003 établies par l'INSEE en France, la catégorie socioprofessionnelle la plus importante était les ouvriers industriels. Leur total s'élève aujourd'hui à 7 millions de personnes. Autre exemple, en Chine, ce sont 136 millions de salariés qui travaillent dans l'industrie. Mais la classe ouvrière ne se limite pas aux seuls ouvriers industriels. Ce que nous appelons la classe ouvrière est le prolétariat au sens large. C'est à dire l'ensemble des personnes qui sont obligés de vendre leur force de travail, de se salarier, pour vivre. Lorsque l'on travaille, que l'on vend sa force de travail, on est un travailleur !

En réalité, c'est la conscience de classe, la conscience d'avoir des intérêts communs à défendre collectivement qui est en recul. Ceci étant notamment dû aux barrières que la classe dirigeante cherche à ériger entre les travailleurs : division entre travailleurs du public et du privé, entre les précaires et les titulaires, entre travailleurs nationaux et travailleurs immigrés ou sans-papiers.

Car la classe ouvrière existe toujours bel et bien. Et que ce soit lors de la grève générale de Juin 36, lors de celle de Mai 68 ou plus récemment lors de la lutte des cheminots contre la réforme des régimes spéciaux, elle a démontré que sa capacité d'action était toujours présente.

La question de la lutte de la classe ouvrière est un enjeu stratégique déterminant pour quiconque milite pour la révolution. En effet, un certain nombre de raisons matérielles font de la classe ouvrière la force centrale de toutes perspectives de renversement du capitalisme.

Le nombre fait la force !

Le nombre d'ouvrier à l'époque où Marx a écrit le Manifeste du Parti Communiste était égal à celui présent aujourd'hui en Corée du Sud. La classe ouvrière est aujourd'hui en constante expansion et représente la classe majoritaire dans la population. Dans les pays occidentaux, les salariés et leurs familles représentent 90 % de la population. Et avec la prolétarianisation croissante de la jeunesse (étudiants obligés de se salarier pour financer leurs études, explosions des stages et des petits boulots pour boucler les fins de mois...), les jeunes sont de plus en plus organiquement liés aux travailleurs.

La société que nous voulons construire est basée sur l'intérêt de la grande majorité de la population et non sur celui d'une minorité de patron. Cette majorité de la population, ce sont effectivement les jeunes et les travailleurs.

L'union fait la force !

Un autre élément qui confère à la classe ouvrière son rôle central est sa capacité de fonctionnement collectif et d'organisation collective. Dans une société socialiste, la production, la répartition des richesses, l'ensemble des décisions seraient prises collectivement. Le capitalisme tend à développer les comportements inverses d'individualisme et de chacun pour soi. Or on ne peut pas passer spontanément d'un extrême à l'autre. Il est important de trouver des points d'appui aujourd'hui pour ce fonctionnement collectif de demain.

La classe ouvrière a cette capacité. En effet, de part sa place dans l'appareil de

production, elle est obligé à un fonctionnement collectif. Le travail de chacun dépend de celui des autres. Pour faire voler des avions, pour distribuer le courrier, pour organiser la production de nourriture, les travailleurs doivent agir en coopération active. C'est donc l'organisation même du travail qui fait d'eux une classe collective.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'une question de place économique. Dans les formes de luttes qu'ils sont obligés d'adopter les travailleurs doivent s'organiser collectivement contre le patronat, contre l'employeur. Jamais un salarié n'obtiendra la moindre augmentation de salaire ou ne pourra résister à son licenciement en allant voir son patron tout seul. C'est par la grève et la lutte collective que les travailleurs font plier les patrons et les gouvernements.

Une place au coeur de la production, au coeur de la société

Si demain l'ensemble des salariés décidaient d'arrêter de travailler, ce serait toute la société qui s'arrêterait de fonctionner. C'est là une force considérable pour les travailleurs. Ils sont au coeur de la production des richesses, donc au coeur de la société. En réalité, c'est grâce à eux que le capitalisme peut fonctionner. C'est simple : si les travailleurs d'une usine automobile décident de ne plus produire de voitures, le patron peut faire ce qu'il veut, ce n'est pas lui qui les construira à leur place. Cette position particulière donne la possibilité à la classe ouvrière de bloquer la machine économique, donc de bloquer les profits des capitalistes mais également de pouvoir se rapprocher des moyens de production pour les faire tourner pour leur propre compte. Soit dans l'intérêt de la grève (réouverture de ligne de transport pour permettre d'aller en manif) soit, en généralisant ce type de fonctionnement, pour réorganiser l'ensemble de la société



dans l'intérêt de toute la population... C'est bien d'une révolution dont nous parlons !

Étudiants, lycéens, chômeurs et salariés... c'est tous ensemble qu'on va gagner !

Ce qui nous a permis de gagner au moment du CPE a été la menace de la généralisation de la grève aux travailleurs. Le lien qui se concrétisait dans les manifs, dans les AG interluttes, dans les piquets de grève parfois commençait à poser la question de la grève générale. Aujourd'hui face au gouvernement Sarkozy et au Medef, c'est cet objectif que nous devons avoir pour gagner sur nos revendications. Le lien avec les travailleurs et la question de la convergence des luttes ont été des questions centrales de la première bataille que nous venons de connaître contre ce gouvernement (régimes spéciaux, LRU...). Ce sont des questions stratégiques et des acquis qui devront nous resservir lors des prochaines confrontations qui auront lieu. Tous ensemble, construisons un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, construisons une grève générale !

Lycées de Bretagne

Aujourd'hui Jeudi 6 décembre, une manifestation rassemblant pas moins de 1000 lycéens a eu lieu. Venant principalement des Lycées Chaptal et Thépot, le cortège a eu un grand renfort de la part des lycéens de la zone Comouaillaise. En effet, les lycées de Pont-l'Abbé (Laennec et Saint-Gabriel), et de Concarneau (Pierre -Gueguin) ainsi que quelques unes de Le Chateaulin, ont répondu présent lors de la manifestation.

A signaler, que la manifestation a pris subitement fin à cause d'une dizaine de lycéens qui ont cassé le mouvement en allant dans un lycée des alentours, en l'occurrence le Likès. Dès l'instant qu'on a eu écho de ces nouvelles, nous avons stopper la manifestation, qui d'ailleurs étaient en pleine décomposition, passant ainsi de plus de 1000 lycéens au départ à environ 400 à la fin.

Une coordination s'est mise en place entre les différents représentants des lycées présents, une possible nouvelle manifestation serait déjà prévu pour Mardi 11 décembre.

Montpellier : interventions musclées de la police sur plusieurs lycées !

Les interventions policières visant à casser et diviser le mouvement se poursuivent, c'était le cas aux lycées Joffre et Mas de Tesse jeudi (6/12) matin au lycée Champollion de Lattes vendredi matin. Tandis que la situation est contrastée sur les universités montpelliéraines, les lycéens se mobilisent. C'est d'ailleurs à Montpellier que doit avoir lieu ce week-end la première coordination nationale lycéenne.

Sur Montpellier, difficultés de maintenir la mobilisation sur les facs mais la plupart des lycées de l'agglomération sont bloqués ou touchés par d'importants mouvements de grève. Une coordination lycéenne locale en place et une coordination nationale lycéenne est convoquée à mtp ce week end. Le mouvement est majoritaire (ag vote massivement la grève depuis plusieurs jours) mais les lycéens actifs dans la grève ne sont pas très nombreux et profs dans l'expectative.

Interventions policières systématiques depuis jeudi et parfois violentes, (voir ci-dessous) pratique d'intimidation de la part de la police : un lycéen de l'orga s'est vu menacé par un flic : «on t'a vu à la TV, tu vas voir ce que tu vas prendre...», confiscation des cartes de lycéen, menace de traduction en conseil de discipline, confiscation des portables et appareils photos lors des interventions de la police

Marseille et les Bouches-du-Rhône.

Beaucoup de mouvements dans les lycées et y compris beaucoup dans les lycées Pro. Actions de blocage des lycéens souvent « cassées » avec brutalité par les flics et aucune couverture médiatique de cela.

Le mouvement des lycées Pro pose beaucoup de questions : peu structuré dans un contexte où les profs démarrent très lentement sur les affaires bac pro 3 ans. Les formes prises s'en ressentent...

Cela dit, dans les bahuts où des profs se mouillent un peu au côté des élèves, les choses se passent bcp mieux. Ce qui est frappant c'est la persistance de ce mvt depuis maintenant plus de 2 semaines alors qu'il n'est absolument pas relayé.

On est maintenant sur un appel intersyndical à la grève dans la voie professionnelle pour le 18 décembre. A suivre, donc.

Continuer à construire la mobilisation dans les lycées

La mobilisation étudiante a marqué le pas cette semaine, cependant la mobilisation dans les lycées continue à être forte et diverse : des lycées sont mobilisés depuis plus d'un mois contre la LRU (tel que Monnet à Paris), d'autres se mobilisent sur la réforme des Lycées Pros (en Bretagne, à Marseille) enfin dans beaucoup de lycées, la mobilisation commence seulement à se lancer, malgré les appels au calme des « syndicats » lycéens.

Tenter d'élargir et structurer la mobilisation

La tâche de l'ensemble des lycées mobilisés doit être de structurer localement et arriver à élargir la mobilisation. Il faut donc que les lycéens en grève aillent distribuer des tracts sur les lycées qui ne sont pas mobilisés, prendre des contacts avec les lycéens motivés et essayer ainsi de lancer la mobilisation sur ces lycées.

Il faut faire l'unité autour de revendications claires, mais qui permettent au maximum d'augmenter la mobilisation. Le mot d'ordre d'abrogation de la loi LRU est donc

fondamental, mais il faut aussi intégrer des revendications comme le retrait de la réforme des bacs professionnels et la question du budget et des suppressions de postes de profs (11 000 cette année) dans l'Education Nationale.

Ces revendications devraient permettre d'entraîner dans la bataille encore plus d'élèves des lycées pro et les profs.

Les lycéens mobilisés doivent également tisser des liens avec les lycées des alentours pour aboutir à une coordination au niveau local qui permette des actions plus efficaces, des départs en manifs communs... et qui propose de réelles perspectives de mobilisation aux lycéens, qu'ils soient dans un lycée en grève, ou isolés dans leur lycée.

Flics hors des lycées

Après les étudiants, c'est au tour des lycéens de subir la répression policière. La semaine dernière, un lycéen nantais s'est pris un flashball dans l'oeil. Sur tous les lycées mobilisés, des flics en civil patrouillent. Beaucoup de lycées bloqués

ont eu droit à des interventions des CRS pour débloquer.

Au delà de ça, dans énormément de lycées, les lycéens mobilisés subissent des pressions énormes de l'administration (menaces d'exclusions, de procès, coups de fils aux parents les veilles de grèves...). Les administrations vont même jusqu'à inciter les lycéens anti-grève à attaquer physiquement les grévistes pour en finir avec les blocages.

Ce que cherchent aujourd'hui le gouvernement et les administrations de lycées, c'est à faire taire ce mouvement de protestation qui nuit à l'image du gouvernement par tous les moyens possibles.

Construire sur la durée

Avec l'entrée en lutte des élèves et profs de lycées professionnels, la mobilisation contre le gouvernement peu reprendre de l'ampleur. La manifestation du 6 décembre, a été une des plus grosses manifestations depuis le début du mouvement contre la loi Péresse.

aujourd'hui, les vacances scolaires se

rapprochent, mais nous ne devons pas les voir comme un obstacle, continuer la mobilisation jusqu'aux vacances et la relancer à la rentrée.



LYCEENS DESCENDONS DANS LA RUE